

Mener la lutte des classes aujourd'hui : lutter sur deux fronts

Une des caractéristiques de notre époque, c'est la restauration du capitalisme en U.R.S.S., le révisionnisme moderne et aussi le bilan marxiste de cette restauration par Mao-Tsé-Toung et les communistes chinois ainsi que la Grande Révolution Culturelle Proletarienne (nous en parlons dans ce numéro). Notre époque, c'est aussi celle où la scène politique mondiale voit se déchaîner la rivalité sans précédent des deux super-puissances avec leurs intrigues, leurs complots, leurs ingérences, celle où la bourgeoisie en France est profondément divisée et où donc la lutte de classes doit se mener sur deux fronts.

Dans la bourgeoisie, il y a deux forces politiques qui s'affrontent

Ceci n'est pas nouveau.

Soumise à la lutte de classe du prolétariat, la bourgeoisie n'a jamais été entièrement unie sur les moyens de lui résister et de maintenir l'exploitation. Ceci s'est toujours traduit par une lutte pour le pouvoir entre partis politiques bourgeois.

Aujourd'hui l'une des deux forces bourgeoises parle au nom de la classe ouvrière et du peuple et se dit marxiste.

Ceci non plus n'est pas nouveau. C'est le révisionnisme, la dégénérescence d'organisations du prolétariat en forces politiques bourgeoises. Les sociaux démocrates de la seconde internationale, qui ont honteusement trahi le peuple en appelant au massacre impérialiste de 14-18 se disaient marxistes et venaient de la première internationale dirigée par Marx et Engels.

Ce qu'il y a de particulier dans le révisionnisme moderne, c'est la dégénérescence d'ensemble de partis prolétariens dont l'un, le parti bolchevique, avait réussi, pour la première fois, à prendre le pouvoir. Le révisionnisme moderne c'est donc la dégénérescence de partis, mais aussi d'un Etat.

Le révisionnisme moderne a ainsi un projet d'Etat, et il peut, avec les critiques tactiques nécessaires, présenter un exemple de réalisation de ce projet : l'U.R.S.S. d'aujourd'hui.

La situation concrète en France se caractérise par l'existence de plus de deux partis bourgeois, mais on peut les regrouper, en laissant de côté les nuances secondaires autour de deux projets d'Etat :

- Le capitalisme monopoliste « libéral » à l'américaine, dont les chefs politiques sont Giscard-Chirac. Le capitalisme étant bien malade, la manière dont les tenants de ce projet tentent d'endiguer la lutte des masses est de parler de réformes, de société libérale

avancée, de troisième voie, tout en maniant activement le baton.

- Le capitalisme monopoliste bureaucratique d'Etat dont le projet est formulé par les révisionnistes au travers du programme commun. Projet bourgeois de type nouveau dont la caractéristique est de prétendre résoudre l'anarchie actuelle du capitalisme par la concentration du capital entre les mains de l'Etat via les nationalisations bourgeoises. Projet dont la C.G.T. et le P.C.F. sont les piliers organisationnels et Mitterrand la locomotive (pour le moment).

Ces deux projets sont par nature identiques : ils ont pour but fondamental l'exploitation et l'oppression des masses populaires par la bourgeoisie ; ils présentent des différences dans la mesure où les moyens d'y parvenir et les forces mises en mouvement ne sont pas les mêmes.

Ces différences sont importantes. Que ce soit les adhérents du C.N.P.F. ou ceux de la C.G.T. qui dirigent les usines, cela fait une différence appréciable pour les uns comme pour les autres.

Et aujourd'hui, la crise du capitalisme en toile de fond, les échéances électorales qui approchent, les tempêtes anti-capitalistes à l'horizon, tout cela fait que la rivalité entre les deux fractions de la bourgeoisie ne cesse de s'approfondir, leur lutte devient plus farouche, chacune déclenchant de virulents coups de gueule contre l'autre ou bien s'assurant de solides positions dans les appareils de l'Etat bourgeois (révisionnistes dans les appareils universitaires, querelle P.S./Chirac sur l'E.N.A., la fabrique de cadres du capital).

Alors prenons acte, il y a lutte de classes sévère entre ces deux forces de la bourgeoisie. Encore faut-il voir de quelle lutte il s'agit et à quelles conditions le prolétariat et le peuple peuvent en profiter avant de se rallier honteusement à Mitterrand-Marchais comme l'ont fait nombre de groupuscules en 74 sous prétexte qu'ils s'opposaient à Giscard.

Quelle lutte de classes ?

Il existe deux types de lutte de classes : celle de la bourgeoisie et celle du prolétariat.

La lutte de classe de la bourgeoisie se caractérise par le fait qu'elle se mène contre le prolétariat (pour asseoir ou maintenir sa domination de classe) mais également qu'elle se mène entre fractions bourgeoises rivales. Cette lutte entre fractions peut mener à la guerre impérialiste (comme 1914-1918) ou à la guerre civile contre-révolutionnaire (comme en Angola récemment). C'est ce que les communistes chinois ont systématisé dans la lettre en 25 points de 1963 (débat dans le Mou-

vement Communiste International) en définissant « la contradiction entre pays impérialistes, entre groupes monopolistes » comme une contradiction fondamentale du monde contemporain. Dans ce cas, les masses populaires, enjeu de chaque fraction bourgeoise, ne jouent que le rôle passif de piétaille manipulée au service des intérêts bourgeois.

Et bien, l'affrontement entre les Giscard-Chirac et les Mitterrand-Marchais relève de ce type de lutte de classes et l'enjeu est : qui va occuper l'Etat bourgeois ? Qui va occuper la place pour opprimer les masses populaires ?

La lutte de classe du prolétariat se caractérise d'après Marx par le fait qu'elle mène nécessairement à la dictature du prolétariat, transition à l'abolition de toutes les classes, au communisme. Ici, il faut s'entendre sur le sens du terme classe. La lutte de classe est politique, son enjeu est le pouvoir d'Etat et par là, elle met en mouvement des forces organisées et structurées autour de projets politiques, de projets d'état. Ce qui compte, ce ne sont pas les classes sociales prises au sens économique mais des classes politiques ayant une existence dans la mesure où leurs intérêts fondamentaux de classe se concentrent dans un projet politique et un parti. C'est la loi de l'histoire : qui n'a pas de projet d'Etat n'existe pas en tant que force politique.

Alors, pour que la classe ouvrière devienne classe révolutionnaire, classe politique, devienne le prolétariat, il faut qu'émerge son projet étatique de classe, qu'elle constitue un rapport antagonique à la bourgeoisie et donc qu'elle ait son autonomie de classe. En ce sens, elle s'affirme comme classe étatique qui postule à modeler la société dans un ensemble à son image et c'est ce qui est décisif du point de vue de la Révolution.

Etant une force étatique, politique, elle peut ainsi diriger le camp du peuple, organiser les alliances de classes.

Sinon, la classe ouvrière n'a d'autre issue que de se rallier à un quelconque projet bourgeois existant et d'être alors (en raison de sa puissance objective) une force de frappe, une masse de manoeuvre au service d'une fraction de la bourgeoisie.

Nous en avons un exemple historique remarquable dans les insurrections de 1848 :

- **en février 1848** : la bourgeoisie industrielle républicaine utilise l'insurrection des ouvriers parisiens pour établir son pouvoir en renversant la Monarchie de Juillet ; immédiatement organise son pouvoir de classe contre la classe ouvrière. Marx écrira que « les ouvriers croyaient s'émanciper aux côtés de la bourgeoisie » (Les Luttes de classe en France, Ed. Soc. p. 49) pendant que les Lamartine et autres petits bourgeois républicains appelaient le peuple à soutenir les exploités ;
- **en juin 1848** : la classe ouvrière désillusionnée, surexploitée se dresse pour la première fois de son histoire dans une formidable insurrection, sans chefs, sans plan, sans organisation. L'enjeu était « le maintien ou l'anéantissement de l'ordre bourgeois » (Marx).

Autonomie ou non du prolétariat, tel est l'enjeu historique.

Tenir ferme sur la question de la lutte sur deux fronts, c'est donc aujourd'hui travailler à l'autonomie révolution-

naire du prolétariat, à la constitution de son propre projet politique.

Capituler sur ce point, c'est se mettre au service d'une force bourgeoise comme l'ont fait les groupuscules trotskystes aux élections de 1974 en ralliant Mitterrand-Marchais.

Lutte de masse et lutte de classes

Depuis 68, il existe tout un courant qui s'obstine à ne voir que des « luttes », et qui de façon répétitive ne cesse d'appeler à « la convergence des luttes », « aux coordinations des luttes », etc.

Des luttes, il n'en manque pas : celle du Parisien Libéré ou celle des locataires de la Sonacotra. Quelle lutte ?

Dans l'affaire du Parisien Libéré, lutte entièrement sous contrôle des révisionnistes de la C.G.T., il s'agit d'une lutte typique entre fractions bourgeoises : gros bras sociaux-fascistes de la C.G.T. contre le fasciste Amaury.

En fait, dans tout mouvement de masse authentique, il existe une potentialité révolutionnaire, c'est-à-dire qu'est possible dans le mouvement de masse le développement du point de vue prolétarien. Cela détermine la transformation ou non du mouvement en une force : l'enjeu étant son autonomie ou son instrumentation. A ce niveau, il y a donc nécessairement sévère lutte d'idées et division. Nous, maoïstes, sommes interpellés tant par l'unité du mouvement de masse que par sa division et là nous retrouvons la nécessaire lutte sur deux fronts.

Prenons deux exemples connus.

Lip a été, sans aucun doute, un très fort mouvement de masse ouvrier porteur de l'anti-hiérarchisme, d'un sens communautaire, de démocratie ouvrière. Cela est une chose. Une autre est que sur toute une série de questions fondamentales de la lutte : la violence anti-patronale (séquestrations) ou anti-étatique (face aux flics), la lutte entre les deux voies n'a pas été poussée à terme. Il en est de même vis à vis des révisionnistes de la C.G.T. que l'on se borne à ne considérer que comme des « sectaires » et non comme les agents d'un nouveau projet politique bourgeois qui pratiquent la répression du mouvement de masse, comme des sociaux-fascistes. En conséquence, Piaget et la C.F.D.T. sont allés récupérer quartierone de la C.G.T. rejeté par les ouvriers, pour les ramener à la surface en les faisant cosignataires de l'accord. Ceci montre que la constitution de l'autonomie politique du prolétariat ne peut se faire si on se contente de considérer les révisionnistes comme des freins à la lutte, ni même en les tenant à l'écart. Il s'agit de les attaquer en tant que force politique bourgeoise, ennemis du peuple au même titre que les bourgeois classiques. C'est indispensable si l'on veut construire une force politique prolétarienne.

Dans la grande lutte des résidents des foyers Sonacotra, c'est le point de vue prolétarien qui est dirigeant : les foyers en grève se sont unis et se sont donnés leur propre direction et leur propre programme : le comité de coordination et sa plate-forme. De ce fait, inévitablement, cette lutte de classes doit se mener sur deux fronts, elle est antagonique à la bourgeoisie dans son ensemble. Poniowski expulsé des délégués, la Sonacotra refuse pendant plus d'un an de négocier avec le comité de coordination : elle ne veut négocier qu'avec les syndicats. Quant au P.C. et à la C.G.T., ce qu'ils s'acharnent à détruire c'est l'autonomie de cette lutte, sa force poli-

tique : calomnies contre le Comité de Coordination, descente de gros bras sociaux fascistes dans les foyers pour imposer des négociations foyer par foyer, et avec la C.G.T. Ce qui leur fait peur, ce qu'ils attaquent, c'est bien une force politique prolétarienne qui s'est levée. Isolés foyers par foyers, les résidents ne peuvent pas grand chose et la C.G.T. est là pour proposer ses services et négocier pour eux quelques centimes et des balais. Unis et dotés de leur propre direction, ils ont élaboré une plate-forme qui dépasse les simples revendications concernant les conditions de vie et le loyer : elle intègre le refus d'un régime spécial pour les immigrés, elle exige l'égalité des droits. Et de plus, ils ont pu rassembler 3.500 ouvriers à la Mutualité et une manifestation de 15.000 personnes, rassemblant ainsi le camp du peuple autour d'eux. Voilà ce qui est insupportable pour le P.C. Quand le mouvement de masse devient une force de classe autonome, il n'y a plus de place pour l'instrumentation, et la bourgeoisie unit ses deux fractions contre lui. A l'inverse, ce n'est qu'en luttant sur les deux fronts que se construit une véritable politique prolétarienne.

Sur les alliances tactiques avec les forces bourgeoises

Sommes-nous pour autant contre toute alliance tactique avec des forces bourgeoises ? Certainement pas. Ceci serait fort peu maoïste. Et le Parti Communiste Chinois s'alliant à son ennemi juré, le Kuomintang contre les Japonais est un exemple historique d'alliance tactique victorieuse.

Mais à quelles conditions ceci est-il possible ?

Si nous parlons lutte pour le pouvoir, ennemi principal, alliances tactiques, il faut parler *force*, rapports de force.

Et aux petits Machiavels qui se plaisaient, en 74, à reprendre le mot de Lénine et à prétendre qu'ils soutenaient Mitterrand comme la corde soutient le pendu, nous posons une question : « Etes-vous la force qui permettra au peuple d'écraser Mitterrand et le P.C. quand il se retournera contre lui ? ».

Peut-être se donneraient-ils le ridicule de penser que oui, quant à nous, nous nous permettons de penser que s'il n'y avait que les trotskystes et autre C.F.D.T. comme rempart contre le social fascisme, il faudrait sérieusement envisager de prendre le maquis.

L'étape où nous en sommes aujourd'hui est celle de la constitution de cette force. Aujourd'hui, l'avant-garde ouvrière pratique concrètement, sur le terrain, la lutte sur deux fronts. C'est aux maoïstes à construire dans le mouvement de masse les organisations communistes nouvelles de la classe ouvrière, à travailler à la fusion du marxisme-léninisme-maoïsme vivant avec l'avant-garde ouvrière afin que son point de vue de classe, que sa conception immédiate juste de ses ennemis, soient maîtrisés, développés en une *politique* conséquente du prolétariat de notre pays.

Ces questions sont sérieuses. Le prolétariat ne peut se permettre de passer de telles alliances que s'il est une force politique et même, une force armée, que s'il a sa complète autonomie et la capacité de faire face immédiatement à la trahison inévitable de ce type d'alliés.

Tout homme doit mourir un jour, mais toutes les morts n'ont pas la même signification. Un écrivain de la Chine antique, Sema Tsien, disait : « Certes, les hommes sont mortels ; mais certaines morts ont plus de poids que le mont Taichan, d'autres en ont moins qu'une plume ». Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids que le mont Taichan ».

*Mao-Tsé-Toung,
« Servir le peuple ».*